

Cote du document: EB 2014/113/R.21/Rev.1  
Point de l'ordre du jour: 10 c) ii)  
Date: 16 décembre 2014  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Investir dans les populations rurales

## Rapport du Président

### **Proposition de dons à la République du Soudan pour le Programme d'appui à la commercialisation des produits de l'élevage et à la résilience**

#### **Note pour les représentants au Conseil d'administration**

##### Responsables:

##### Questions techniques:

**Hani Abdelkader Elsadani**  
Chargé de programme de pays  
téléphone: +39 06 5459 2928  
courriel: h.elsadani@ifad.org

##### Transmission des documents:

**Deirdre McGrenra**  
Chef du Bureau des organes  
directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb\_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent treizième session  
Rome, 15-16 décembre 2014

---

Pour: **Approbation**

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>ii</b>
<b>Carte de la zone du programme</b>	<b>iii</b>
<b>Résumé du financement</b>	<b>iv</b>
<b>Recommandation pour approbation</b>	<b>1</b>
<b>I. Contexte stratégique et justification</b>	<b>1</b>
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
<b>II. Description du programme</b>	<b>2</b>
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du programme	2
C. Composantes/résultats	3
<b>III. Exécution du programme</b>	<b>4</b>
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	5
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Supervision	6
<b>IV. Coût, financement et avantages du programme</b>	<b>6</b>
A. Coût du programme	6
B. Financement du programme	7
C. Résumé des avantages et analyse économique	8
D. Durabilité	10
E. Identification et atténuation des risques	10
<b>V. Considérations d'ordre institutionnel</b>	<b>10</b>
A. Respect des politiques du FIDA	10
B. Alignement et harmonisation	11
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	11
D. Participation à l'élaboration des politiques	11
<b>VI. Instruments et pouvoirs juridiques</b>	<b>12</b>
<b>VII. Recommandation</b>	<b>12</b>
<b>Annexe</b>	
Accord de financement négocié	13
<b>Appendice</b>	
Logical framework (Cadre logique)	

## **Sigles et acronymes**

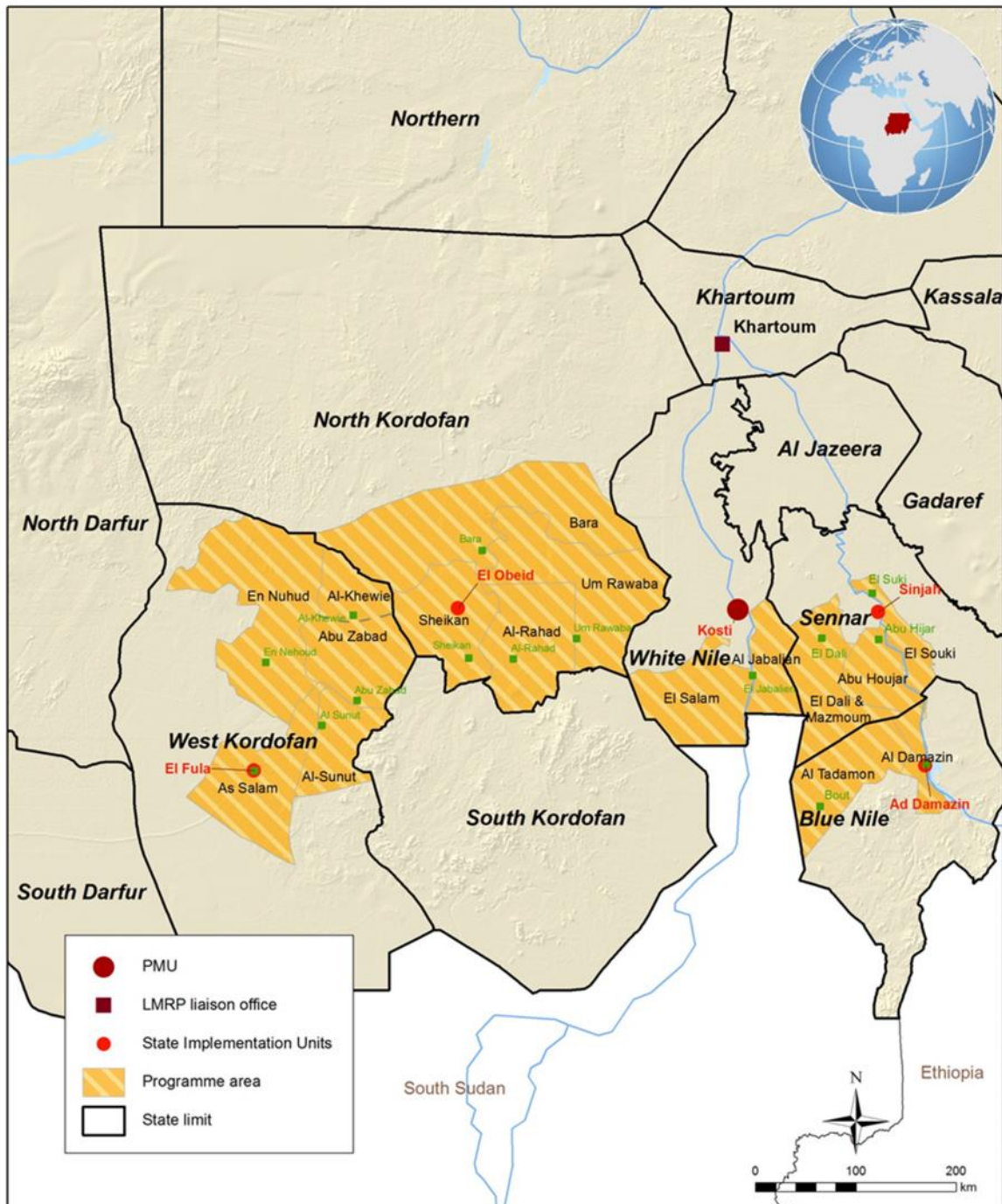
ASAP	Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne
CPP	Comité de pilotage du programme
FPMA	Fonds pour les pays les moins avancés
GRN	Gestion des ressources naturelles
PPP	Partenariat public-privé
S&E	Suivi-évaluation
UEE	Unité d'exécution au niveau de l'État
UGP	Unité de gestion du programme

## Carte de la zone du programme

### Republic of the Sudan

#### Livestock Marketing and Resilience Programme (LMRP)

President's report



**Source:** FIDA; 27/10/2014

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

## République du Soudan

### Programme d'appui à la commercialisation des produits de l'élevage et à la résilience

#### Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Bénéficiaire:</b>	République du Soudan
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère de l'élevage, des pêches et des pâturages
<b>Coût total du programme:</b>	119,2 millions d'USD
<b>Montant du don du FIDA:</b>	16,55 millions de DTS (équivalant approximativement à 24,5 millions d'USD)
<b>Montant du don du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP):</b>	4,73 millions de DTS (équivalant approximativement à 7,0 millions d'USD)
<b>Cofinanceurs:</b>	Fonds pour les pays les moins avancés – Fonds pour l'environnement mondial (FPMA-FEM) Banque centrale du Soudan Banques locales Partenaires des partenariats public-privé (PPP)
<b>Montant des cofinancements:</b>	FPMA-FEM: 8,5 millions d'USD Banque centrale du Soudan: 3,0 millions d'USD Banques locales: 20,8 millions d'USD PPP: 36,9 millions d'USD
<b>Contribution du pays bénéficiaire des dons:</b>	9,5 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	9,0 millions d'USD
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	FIDA
<b>Institution coopérante:</b>	Directement supervisé par le FIDA

## Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de dons à la République du Soudan pour le Programme d'appui à la commercialisation des produits de l'élevage et à la résilience, telle qu'elle figure au paragraphe 45.

## Proposition de dons à la République du Soudan pour le Programme d'appui à la commercialisation des produits de l'élevage et à la résilience

### I. Contexte stratégique et justification

#### A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Le Soudan compte environ 35,1 millions d'habitants, dont 67% vivent en milieu rural. Des changements considérables sont survenus à la suite de la sécession du Soudan du Sud, y compris la perte de ressources humaines et foncières, mais aussi des trois quarts de la richesse pétrolière du pays. Les recettes de l'État ont ainsi été réduites, ce qui a représenté un choc pour la balance des paiements et provoqué une chute du PIB et une hausse de l'inflation annuelle. Le pays est ainsi confronté à la difficulté de concilier de profondes réductions des dépenses publiques avec la nécessité de poursuivre les investissements publics pour le développement et le recentrage de l'économie sur les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de l'industrie.
2. Le Soudan a une longue tradition de dépendance économique à l'égard de l'élevage. En 2012, la contribution du secteur agricole au PIB était de 30,4%, dont la part la plus importante provenait de l'élevage. Les exportations d'animaux sur pied, principalement vers les pays voisins, sont particulièrement importantes. La productivité de l'élevage est faible. La demande pour des animaux de haute qualité avec un poids de carcasse et un âge spécifiques augmente, mais ne peut actuellement pas être satisfaite en raison de l'absence de filières d'approvisionnement structurées et de services adaptés.
3. La base de ressources naturelles a enregistré un déclin marqué. L'agriculture pluviale est de plus en plus en concurrence avec le pastoralisme pour les ressources en terre et en eau. Le changement climatique a modifié le régime des précipitations et sévèrement affecté la disponibilité des ressources naturelles. Il contribue par ailleurs à la raréfaction des terres de parcours écologiquement saines et résilientes au changement climatique. Les mécanismes traditionnels d'adaptation sont de moins en moins adaptés, et la vulnérabilité est amplifiée par des conflits sociaux et politiques, et l'avancée de l'agriculture mécanisée.
4. Le Document de programmation nationale sur les urgences liées à la sécheresse dans la corne de l'Afrique, élaboré par le gouvernement afin de contribuer à l'initiative régionale menée par l'Autorité intergouvernementale pour le développement, reconnaît que le secteur de l'élevage constitue la principale source de subsistance dans les zones rurales de la région, et qu'il devrait par conséquent être au cœur des interventions qui ont trait aux ressources naturelles.
5. Selon les estimations, dans les zones rurales du Soudan, le taux moyen de pauvreté atteint 58%, une prévalence beaucoup plus élevée que dans les zones urbaines. Les petits agriculteurs et les petits éleveurs du secteur traditionnel de l'agriculture pluviale, les paysans sans terre et les personnes déplacées à l'intérieur du pays, les ménages démunis et les populations vivant dans les zones frappées

par la sécheresse et les conflits sont les groupes ruraux les plus vulnérables. Les principales contraintes qui pèsent sur les moyens de subsistance en milieu rural ont trait à l'accès aux marchés, à l'accès aux services financiers, au caractère imprévisible des précipitations, aux pénuries d'eau, aux obstacles sur les parcours migratoires empruntés par le bétail, aux attaques de ravageurs, aux épidémies et aux conflits. Le taux de chômage est plus élevé en milieu rural qu'en milieu urbain, et plus élevé pour les femmes que pour les hommes. La sécurité alimentaire et nutritionnelle est fragile et la sous-alimentation est largement répandue.

## **B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats**

6. Le programme proposé d'appui à la commercialisation des produits de l'élevage et à la résilience, vise à fournir un cadre pour accroître la sécurité alimentaire, les revenus et la résilience climatique au profit des ménages pauvres, grâce à une meilleure gestion des ressources naturelles et au développement des filières de l'élevage en faveur des pauvres sous l'impulsion du secteur privé. Le programme portera sur trois grands défis complémentaires: i) améliorer les chaînes de valeur peu performantes de l'élevage, caractérisées par une utilisation inadaptée des ressources, de faibles revenus et des possibilités limitées pour les jeunes et les ruraux pauvres; ii) améliorer la gestion adaptative communautaire des ressources naturelles surexploitées, ainsi que la préparation aux risques liés au climat, grâce à une planification et une utilisation efficaces des ressources naturelles; et iii) développer et diversifier l'économie rurale, pour permettre aux ménages pauvres d'investir dans des entreprises viables en mobilisant les ressources communes.
7. S'appuyant sur les succès enregistrés par d'autres projets similaires, le programme luttera contre la pauvreté en augmentant les revenus des ménages pauvres à travers la transformation de l'économie rurale, afin de passer d'une agriculture de subsistance à une agriculture plus efficace axée sur le marché et fondée sur le secteur de l'élevage à petite échelle en vue d'améliorer les moyens de subsistance.

## **II. Description du programme**

### **A. Zone d'intervention et groupe cible**

8. La couverture géographique du programme est définie comme nationale pour ce qui concerne les filières de l'élevage et les aspects politiques du développement du secteur de l'élevage et de la gestion des ressources naturelles. En revanche, les interventions au niveau communautaire seront ciblées sur certaines zones, initialement dans des localités choisies dans les cinq États du Kordofan de l'Ouest, du Kordofan du Nord, du Nil blanc, de Sennar et du Nil bleu. La souplesse de l'approche du programme permettra un élargissement à d'autres localités et/ou d'autres États sous réserve de la disponibilité de ressources supplémentaires.
9. Les principales populations ciblées par le programme seront les ménages économiquement marginalisés et les ménages pauvres vivant dans des communautés pastorales et agropastorales. Le programme ciblera i) les femmes et les jeunes hommes pauvres vivant en milieu rural, à la recherche de possibilités génératrices de revenus, ii) des groupes d'intérêt commun, et iii) les structures de développement des villages. Les ménages pauvres vivant dans 1 000 villages au sein des cinq États auront la possibilité de participer aux activités communes du programme, ce qui devrait permettre d'atteindre directement 100 000 ménages. Les groupes cibles secondaires incluront les transformateurs, les fournisseurs de services et les opérateurs du secteur privé des principales chaînes de valeur de l'élevage.

### **B. Objectif de développement du programme**

10. L'objectif global du programme est de renforcer la sécurité alimentaire et d'accroître les revenus et la résilience climatique des ménages pauvres dans les

communautés pastorales. L'objectif de développement est d'accroître les possibilités de revenus et d'améliorer les conditions de vie des communautés dont la subsistance repose sur l'élevage.

### **C. Composantes/résultats**

11. Outre les volets gestion du programme et suivi-évaluation (S&E), le programme comprendra les trois composantes suivantes.
12. **Composante 1 – Développement commercial de l'élevage.** Le programme améliorera l'ajout de valeur et l'accès au marché au profit des petits éleveurs et agro-éleveurs, en levant les obstacles au développement des filières des animaux sur pied, des cuirs et des peaux, et de la viande rouge:
  - a) La sous-composante 1.1, productivité et commercialisation des produits de l'élevage au niveau communautaire, encouragera le développement commercial de l'élevage en faveur des pauvres pour au moins 40 320 ménages, en fournissant des services aux ménages qui interviennent dans le processus d'engraissement du bétail, dans les domaines suivants: i) la gestion des entreprises, les plans commerciaux, les demandes de prêt, le transfert de technologie, et l'amélioration des compétences pour l'amélioration de la production; ii) l'accès aux intrants appropriés, en établissant des liens avec les fournisseurs; iii) l'accès aux marchés et aux informations de marché; iv) l'établissement de liens contractuels entre les parties prenantes de la chaîne de valeur par le biais de contrats à terme et de l'agriculture sous contrat; et v) l'accès aux services de microfinance (composante 3) et aux institutions financières qui accordent en faveur des petites et moyennes entreprises des services aux particuliers et aux groupements de producteurs qui ne bénéficient plus des services de microfinance.
  - b) La sous-composante 1.2, expansion de la filière de l'élevage à l'aide de modèles d'activités axés sur des partenariats public-privé (PPP) en faveur des pauvres, est conçue pour améliorer l'efficacité et le caractère inclusif des chaînes de valeur, des producteurs primaires aux clients finaux, dans les filières des animaux sur pied, de la viande, des cuirs et des peaux, afin d'élargir l'accès des groupes cibles du programme aux débouchés commerciaux. Le programme fournira des services d'assistance technique et de jumelage pour les investisseurs potentiels, y compris: i) l'identification des domaines d'investissement viables le long des chaînes de valeur, qui seront présentés à de possibles investisseurs privés nationaux et étrangers; ii) l'analyse des marchés intérieur et d'exportation et l'appui à ces marchés; iii) l'identification et la facilitation de sources nationales et régionales d'investissements en faveur des entreprises le long des chaînes de valeur; iv) des études de faisabilité pour de possibles investissements; et v) la collaboration avec le gouvernement en vue de favoriser les meilleures mesures d'incitation possibles.
13. **Composante 2 – Gestion des ressources naturelles (GRN) à assise communautaire et renforcement des capacités d'adaptation.** Le programme appuiera le processus d'élaboration d'une vision communautaire pour prioriser les investissements dans la GRN en vue de renforcer la durabilité des systèmes d'élevage:
  - a) La sous-composante 2.1, GRN à assise communautaire, appuiera des mesures visant à instaurer des systèmes d'intervention et des solutions novatrices pour l'atténuation des risques liés au climat. Le programme encouragera la GRN à assise communautaire à réduire la vulnérabilité des éleveurs sédentaires et nomades i) en mettant en place 300 plans d'adaptation communautaires intégrant les besoins et les priorités des femmes et des hommes pauvres dans tous les villages cibles; et ii) en investissant dans des pâturages plus productifs/améliorés et la réduction des conflits fondés sur les ressources, par



le biais de la collecte des eaux de pluie, de la réhabilitation des parcours, de l'éradication des espèces envahissantes, de la création de points d'eau, de la restauration des pistes à bétail et de la médiation des différends.

- b) La sous-composante 2.2, résilience au changement climatique et facilitation des politiques, soutiendra, au profit des éleveurs et des décideurs, la mise en place de systèmes d'information et d'intervention pour augmenter la résilience des utilisateurs des ressources naturelles aux chocs. Le programme appuiera également le développement d'une stratégie nationale d'adaptation pour le secteur de l'élevage et facilitera des activités de concertation sur les politiques et les mécanismes qui permettent de réduire les conflits.
14. **Composante 3 – Entreprises rurales et développement social.** Le programme favorisera la reproduction à grande échelle des plans commerciaux viables à travers un appui technique supplémentaire et l'accès à des prêts abordables auprès des institutions de microfinance:
- a) La sous-composante 3.1, diversification des moyens de subsistance, favorisera la mobilisation et le soutien des groupes d'épargne et de crédit, qui accumuleront du capital et investiront dans des microentreprises d'ajout de valeur et de services, individuelles et collectives. Ces groupes seront établis et bénéficieront de services de conseils et d'un appui intensif. Des démonstrations et des formations techniques encourageront la diversification dans des activités autres que l'élevage traditionnel, qui font un usage durable des ressources naturelles.
- b) La sous-composante 3.2, accès durable aux financements extérieurs, renforcera la structure des services de finance rurale en développant et en étendant les modèles qui ont fait leurs preuves. Outre les services formels de microfinance, cette composante appuiera des entreprises privées et communautaires plus importantes axées sur la production et la fourniture de services. Les résultats escomptés sont les suivants: i) la diversification des moyens d'existence sur la base d'activités et d'entreprises génératrices de revenus au niveau communautaire; et ii) l'accès durable à des services financiers formels.

### III. Exécution du programme

#### A. Approche

15. L'exécution du programme sera coordonnée et soutenue par une petite structure de gestion indépendante sous l'égide du gouvernement fédéral et des Ministères fédéraux de l'agriculture, des ressources animales et de l'irrigation ou de l'élevage, de la pêche et des parcours, des cinq États concernés. Le programme sera dirigé par une unité de gestion du programme (UGP) à Kosti ou à tout autre endroit de la zone du programme, au centre de la zone d'intervention du programme, avec une petite antenne à Khartoum sous la responsabilité de l'UGP, durant les premières étapes de la mise en œuvre. Cinq unités d'exécution au niveau de l'État (UEE) seront mises en place, une dans chaque État. Une unité PPP sera créée pour mettre en œuvre les activités relatives aux PPP. La direction du programme rendra compte au Comité de pilotage du programme (CPP).
16. Les sous-composantes du programme sont étroitement liées. La sous-composante 1.1 commencera l'organisation des activités axées sur l'engraissement auprès de groupes qui seront mis en relation avec des fournisseurs d'intrants, des commerçants et des exportateurs, sur la base de la demande des marchés locaux et d'exportation. Parallèlement, de possibles PPP en faveur des pauvres seront identifiés (sous-composante 1.2), analysés et développés avec de possibles partenaires de PPP en faveur des pauvres pour le développement d'abattoirs, de tanneries, de fabriques d'aliments pour animaux, etc. La composante 1 bénéficiera fortement de la composante 3, qui appuiera la

diversification des moyens de subsistance, y compris l'amélioration de l'engraissement des animaux. La composante 2 bénéficiera des accords de PPP établis dans le cadre de la composante 1.

## **B. Cadre organisationnel**

17. Le Ministère des finances et de l'économie nationale est le bénéficiaire des dons du FIDA, du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) et du Fonds pour les pays les moins avancés (FPMA). Le Ministère de l'élevage, des pêches et des pâturages est l'organisme technique chef de file et il préside le CPP. Les deux ministères sont membres du Comité de pilotage interministériel des projets cofinancés par le FIDA, un comité permanent qui supervise toutes les opérations cofinancées par le FIDA dans le pays. Le CPP se réunira au moins deux fois par an, et orientera la stratégie du programme, supervisera la planification, examinera les progrès et l'impact, et assurera la liaison avec les projets connexes, les services gouvernementaux et les acteurs pertinents de la filière. L'UGP sera dotée d'un personnel de base recruté par concours, sur la base de contrats fondés sur la performance. Les cinq UEE seront établies au sein des ministères d'État en charge de l'agriculture et de l'élevage à Ad Damazin (Nil bleu), El Obeid (Kordofan du Nord), Sinjah (État de Sennar), El Fula (Kordofan de l'Ouest) et Kosti (Nil blanc).

## **C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs**

18. Au lancement, le plan global de travail et budget et le premier plan de travail et budget annuel (PTBA) seront préparés. Par la suite, le PTBA sera préparé chaque année et soumis à l'approbation du CPP. Les décisions relatives au programme seront prises sur la base d'un système d'information de gestion unifié. Les priorités des bénéficiaires seront déterminées dans le cadre des plans d'action communautaires et en collaboration avec les groupes d'intérêts économiques et les communautés. Les bénéficiaires seront impliqués dans les processus de planification participative et de S&E. Des études seront réalisées sur des thèmes choisis par les parties prenantes, en se concentrant sur la résolution des problèmes et sur la collecte de données probantes pour faciliter la concertation sur les politiques.
19. Un cadre de S&E du programme, opérant sur la base d'une enquête de référence, alimentera de façon régulière le système d'information de gestion pour la prise de décision. Toutes les données de S&E seront ventilées par sexe, âge et lieu.
20. Les services relatifs aux savoirs répondront aux besoins des bénéficiaires par le biais de "l'apprentissage par la pratique" et d'une analyse rigoureuse des enseignements tirés des activités. Le programme partagera les leçons apprises à travers la mise en réseau des savoirs, des activités d'apprentissage et des publications. Des activités d'apprentissage Sud-Sud et des possibilités de partage fourniront aux bénéficiaires des connaissances et des expériences récentes.

## **D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance**

21. Une évaluation globale des risques en matière de gestion financière a été réalisée. Globalement, le risque financier est jugé "élevé" à "moyen" lorsque les conditions de décaissement et les mesures d'atténuation sont satisfaites.
22. L'UGP assumera la responsabilité générale de la gestion financière du programme et sera soutenue par une UEE dans chaque État. L'UGP et l'UEE seront cantonnées, même si les UEE seront hébergées au sein des organes ministériels existants. Le programme adoptera des procédures et des politiques conformes aux normes comptables internationales (comptabilité de caisse) et aux prescriptions du gouvernement en la matière. Les comptes et rapports financiers seront consolidés au niveau de l'UGP, qui sera également chargée de veiller à ce que les fonds aient été utilisés aux fins prévues. Les UEE seront responsables de leurs dépenses respectives et présenteront des rapports mensuels à l'UGP, qui fournira les états financiers consolidés trimestriels au bénéficiaire et au FIDA. Un audit interne sera

mené au cours de la troisième puis de la cinquième année du programme par un cabinet d'audit indépendant. En outre, à mi-parcours un cabinet indépendant réalisera un audit global des finances et des performances. La Chambre nationale d'audit du Gouvernement soudanais effectuera une vérification annuelle des comptes du programme.

23. Un compte désigné en euros sera ouvert par le bénéficiaire auprès de la Banque centrale du Soudan ou d'une banque commerciale agréée par le Fonds, doté d'un montant autorisé d'environ neuf mois de dépenses de programme prélevé sur les dons du FIDA, de l'ASAP et du FPMA. Les retraits opérés sur le financement du FIDA pour les dépenses afférentes aux frais de démarrage ne dépasseront pas 325 000 USD ou équivalent. Ces fonds sont destinés à assurer que le programme est en mesure de remplir les conditions de décaissement et de mener à bien d'autres activités de démarrage essentielles.
24. Les fonctions relatives à la passation des marchés pour le programme seront conformes à la loi soudanaise de 2010 sur les marchés publics, la passation de contrats et l'utilisation des biens publics. Au titre de cette loi, les projets d'investissement financés par un organisme international ne sont pas tenus de suivre les procédures nationales de passation des marchés. Sur la base de ce constat et du fait que la loi n'est pas encore pleinement opérationnelle, les procédures de passation des marchés du FIDA seront appliquées pour tous les types de marchés. Tout changement qui pourrait survenir au cours de la mise en œuvre du programme devra être autorisé par le FIDA. Le programme respectera les seuils de passation des marchés énoncés dans la lettre à l'emprunteur et dans le plan de passation des marchés approuvé.
25. L'Indice de perception de la corruption mondiale élaboré par Transparency International en 2013 a assigné au Soudan la note de 11/100. Le programme intègre des mesures de bonne gouvernance pour atténuer ces risques.

#### **E. Supervision**

26. Le programme sera placé sous la supervision directe du FIDA. Deux missions au moins seront organisées chaque année, dont une mission de supervision complète et une mission de suivi. La présence du Bureau de pays du FIDA à Khartoum permettra d'assurer un appui permanent à l'exécution.

## **IV. Coût, financement et avantages du programme**

### **A. Coût du programme**

27. Aux fins du calcul des coûts de financement du programme, les taux suivants ont été appliqués: 15% d'inflation intérieure par an et 1,7% d'inflation à l'étranger pour la durée totale du programme, ainsi qu'un taux de change de 5,7 livres soudanaises (SDG) pour un dollar des États-Unis. Une provision pour aléas financiers a été appliquée à toutes les dépenses. Sur la base des prix courants, les coûts de base s'élèveraient à environ 114,3 millions d'USD.
28. L'estimation des taux de change sur toute la durée du programme repose sur l'hypothèse d'un taux de parité de pouvoir d'achat constant. Sur cette base, le coût total du programme, provisions pour aléas matériels et financiers y comprises, est estimé à 119,2 millions d'USD, soit 900,9 millions de SDG pour toute la durée du programme, qui sera exécuté sur une période de sept ans. Les provisions pour aléas matériels et financiers représentent environ 5% des coûts totaux du programme. Les dépenses d'investissement s'élèvent à 105,19 millions d'USD, ce qui représente 88,2% du total des coûts de base. Les dépenses récurrentes représentent 14,01 millions d'USD, soit 11,2% du total. Les prévisions relatives aux coûts unitaires sont établies sur la base des données disponibles en mai 2014.
29. Environ 63% du budget est alloué à la composante 1, 16% à la composante 2, 15% à la composante 3 et 6% à la gestion du programme, y compris le S&E.

## **B. Financement du programme**

30. Le programme sera financé par: i) un don du FIDA d'environ 24,5 millions d'USD (20,5% du coût total); ii) un financement du Gouvernement soudanais de 9,5 millions d'USD (8,0%); iii) un don du FPMA de 8,5 millions d'USD (7,1%); iv) un don de l'ASAP de 7,0 millions d'USD (5,9%); v) un crédit du portefeuille de la Banque centrale du Soudan de 3,0 millions d'USD (2,5%); vi) le soutien de banques commerciales locales et d'institutions de microfinance pour un total de 20,8 millions d'USD (17,4%); vii) une contribution de 9,0 millions d'USD des bénéficiaires locaux au niveau des entreprises (7,6%); et viii) une contribution de 36,9 millions d'USD des partenaires dans les cadre des PPP en faveur des pauvres, y compris des fonds de participation et des entités du secteur privé (30,9%) (voir tableaux 1 et 2).
31. Au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette, le Soudan figure parmi les pays classés "rouge", il peut donc prétendre à un financement à 100% sous forme de dons. Le Soudan remplit pleinement les conditions du programme de rééchelonnement de sa dette, approuvé par le Conseil d'administration en septembre 2012.
32. L'Office arabe pour les investissements et le développement agricoles et de la Société islamique pour le développement du secteur privé ont fait part de leur vif intérêt à participer au financement des investissements relatifs aux PPP axés sur l'élevage, par l'apport de fonds propres et de fonds pour l'octroi de crédits. Les deux organisations seront en mesure de participer, par l'apport de fonds propre, à hauteur de 33 à 40% des investissements nécessaires au financement des PPP. Le reste proviendrait de financements du secteur privé sous forme de fonds propre ou d'emprunts. La Banque de Khartoum et la Banque de développement industriel ont manifesté un vif intérêt dans le financement par l'emprunt, à hauteur de 12% de l'ensemble des capitaux d'investissement, de préférence pour les fonds de roulement. Les entités du secteur privé ont également exprimé leur capacité et leur volonté de financer les investissements relatifs aux PPP restants.

Tableau 1  
**Coûts du programme par composante et financeur**  
(en milliers d'USD)

Composante	Gouvernement		Don du FIDA		Don ASAP		Don FPMA		Banque centrale du Soudan		Banques locales		Partenaires PPP		Bénéficiaires		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%				
1. Développement commercial de l'élevage																						
1.1 Productivité et commercialisation des produits de l'élevage au niveau communautaire	2 832	9,5	5 011	16,7	-	-	-	-	-	-	14 200	47,4	672	2,2	7 216	24,1	29 931	25,1	5 339	22 218	2 374	
1.2 Expansion de la filière de l'élevage	179	0,4	3 916	8,9	-	-	-	-	-	-	3 960	9,0	36 180	81,8	-	-	44 235	37,1	3 159	40 896	179	
Sous-total	3 012	4,1	8 927	12,0	-	-	-	-	-	-	18 160	24,5	36 851	49,7	7 216	9,7	74 166	62,2	8 498	63 114	2 553	
2. Gestion naturelle des ressources à assise communautaire et renforcement des capacités d'adaptation																						
2.1 Gestion naturelle des ressources à assise communautaire	2 805	14,8	185	1,0	7 000	36,9	7 660	40,4	-	-	-	-	-	-	1 304	6,9	18 953	15,9	3 635	12 923	2 394	
2.2 Résilience au changement climatique et facilitation des politiques	6	0,7	-	-	-	-	840	99,3	-	-	-	-	-	-	-	-	846	0,7	615	225	6	
Sous-total	2 811	14,2	185	0,9	7 000	35,4	8 500	42,9	-	-	-	-	-	-	1 304	6,6	19 799	16,6	4 250	13 149	2 400	
3. Entreprises rurales et développement social																						
3.1 Diversification des moyens de subsistance	1 904	24,0	5 952	75,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	70	0,9	7 926	6,6	2 266	4 441	1 219	
3.2 Accès durable aux financements extérieurs	708	7,3	2 948	30,3	-	-	-	-	3 000	30,8	2 633	27,0	-	-	450	4,6	9 739	8,2	1 843	7 188	708	
Sous-total	2 612	14,8	8 900	50,4	-	-	-	-	3 000	17,0	2 633	14,9	-	-	520	2,9	17 665	14,8	4 109	11 629	1 927	
4. Gestion du programme, suivi et évaluation	1 107	14,6	6 459	85,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7 566	6,3	1 711	5 017	838	
<b>Total</b>	<b>9 542</b>	<b>8,0</b>	<b>24 470</b>	<b>20,5</b>	<b>7 000</b>	<b>5,9</b>	<b>8 500</b>	<b>7,1</b>	<b>3 000</b>	<b>2,5</b>	<b>20 793</b>	<b>17,4</b>	<b>36 851</b>	<b>30,9</b>	<b>9 041</b>	<b>7,6</b>	<b>119 196</b>	<b>100,0</b>	<b>18 568</b>	<b>92 909</b>	<b>7 719</b>	

Tableau 2  
**Coûts du programme par catégorie de dépenses et financeur**  
(en milliers d'USD)

Composante	Gouvernement		Don du FIDA		Don ASAP		Don FPMA		Banque centrale du Soudan		Banques locales		Partenaires PPP		Bénéficiaires		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%				
<b>I. Dépenses d'investissement</b>																						
A. Travaux	24	14,5	139	85,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	162	0,1	28	111	24	
B. Véhicules	1 656	43,2	2 179	56,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3 834	3,2	1 852	327	1 656	
C. Équipement et matériels	839	20,0	2 202	52,5	20	0,5	-	-	-	-	1 133	27,0	-	-	3	0,1	4 197	3,5	1 679	1 679	839	
D. Biens, services et intrants	2 408	20,0	2 262	18,8	22	0,2	58	0,5	-	-	-	-	-	-	7 290	60,5	12 040	10,1	4 816	4 816	2 408	
E. Consultants	0	-	3 967	64,7	192	3,1	1 427	23,3	-	-	-	-	540	8,8	6	0,1	6 131	5,1	4 905	1 226	-	
F. Crédit et équité																						
Crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	3 000	13,2	19 660	86,8	-	-	-	-	22 660	19,0	-	22 660	-	
Equité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	35 640	98,8	450	1,2	36 090	30,3	-	36 090	-	
Sous-total	-	-	-	-	-	-	-	-	3 000	5,1	19 660	33,5	35 640	60,7	450	0,8	58 750	49,3	-	-	-	
G. Dons	2 187	14,5	-	-	4 696	31,2	6 884	45,7	-	-	-	-	-	-	1 287	8,5	15 054	12,6	2 573	58 750	-	
H. Ateliers et réunions	0	-	105	29,5	115	32,2	131	36,7	-	-	-	-	-	-	5	1,5	356	0,3	107	10 293	2 187	
I. Formation	41	0,9	3 952	84,7	-	-	-	-	-	-	-	-	672	14,4	-	-	4 665	3,9	1 399	250	-	
<b>Total dépenses d'investissement</b>	<b>7 155</b>	<b>6,8</b>	<b>14 805</b>	<b>14,1</b>	<b>5 045</b>	<b>4,8</b>	<b>8 500</b>	<b>8,1</b>	<b>3 000</b>	<b>2,9</b>	<b>20 793</b>	<b>19,8</b>	<b>36 851</b>	<b>35,0</b>	<b>9 041</b>	<b>8,6</b>	<b>105 190</b>	<b>88,2</b>	<b>17 359</b>	<b>3 265</b>	<b>-</b>	
<b>II. Coûts récurrents</b>																						
A. Salaires et indemnités	1 782	16,2	7 430	67,7	1 771	16,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10 983	9,2	-	-	-	
B. Dépenses de fonctionnement	605	20,0	2 235	73,9	184	6,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3 024	2,5	1 209	10 983	-	
<b>Total coûts récurrents</b>	<b>2 386</b>	<b>17,0</b>	<b>9 665</b>	<b>69,0</b>	<b>1 955</b>	<b>14,0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>14 007</b>	<b>11,8</b>	<b>1 209</b>	<b>1 209</b>	<b>605</b>	
<b>Total</b>	<b>9 542</b>	<b>8,0</b>	<b>24 470</b>	<b>20,5</b>	<b>7 000</b>	<b>5,9</b>	<b>8 500</b>	<b>7,1</b>	<b>3 000</b>	<b>2,5</b>	<b>20 793</b>	<b>17,4</b>	<b>36 851</b>	<b>30,9</b>	<b>9 041</b>	<b>7,6</b>	<b>119 196</b>	<b>100,0</b>	<b>18 568</b>	<b>12 192</b>	<b>605</b>	

### **C. Résumé des avantages et analyse économique**

33. Les avantages du programme comprendront: l'accroissement des revenus découlant de l'amélioration de la productivité de l'élevage, la création de nouvelles entreprises dans le secteur de l'élevage et de l'agriculture et d'autres secteurs économiques diversifiés; le renforcement des ressources naturelles productives; l'amélioration de la résilience des communautés rurales pauvres à la variabilité climatique future et/ou aux chocs financiers; et l'accroissement des excédents commerciaux nets dans les secteurs des cuirs et des peaux, de la viande rouge, des animaux sur pied et autres produits connexes. Le taux de rentabilité économique interne du programme (TRE) est estimé à 20,4% et la valeur actuelle nette devrait s'élever à 48,8 millions d'USD. La TRE a été estimée par composante et l'analyse de sensibilité réalisée a confirmé la solidité du programme.

### **D. Durabilité**

34. La pérennisation des avantages du programme, en supposant que les investissements techniquement appropriés seront réalisés, dépend: de la capacité et de la volonté des opérateurs (non pauvres) du secteur privé à investir dans les filières de l'élevage, entraînant ainsi une hausse de la demande pour les produits animaux; du côté de l'offre, de la volonté des producteurs de bétail d'améliorer la GRN et de l'essor de la demande sur le marché intérieur; et de la solidité des entreprises, reposant en grande partie sur les ressources locales. L'approche du programme vise à développer les compétences des communautés en matière de co-gestion de leurs ressources naturelles; à renforcer les liens commerciaux avec le secteur privé; et à renforcer les capacités des services publics.

### **E. Identification et atténuation des risques**

35. Au niveau du programme, les principaux risques qui pourraient le menacer sont les suivants: un environnement politique qui ne se prête pas à une amélioration, ce qui pourrait entraver la volonté du secteur privé de participer aux processus d'ajout de valeur dans les filières; un abandon par le gouvernement de sa politique en faveur des pauvres axée sur la réduction des disparités de revenus; l'instabilité macroéconomique; des troubles civils importants dans la zone du programme; la réduction de l'ambitieux programme de GRM sous l'effet de restrictions budgétaires; et les risques fiduciaires.
36. Bien que les risques liés aux politiques soient considérés comme faibles/moyens, les préoccupations relatives à la macroéconomie, la situation de la sécurité et une l'austérité forcée sont jugées moyennes/hautes. Le programme prévoit une approche solide pour répondre aux questions liées aux ressources naturelles et soutenir les populations rurales pauvres grâce à l'application de principes commerciaux fiables. Les principaux risques liés aux politiques découlent de la faiblesse des politiques relatives à l'environnement économique, qui pourrait avoir une incidence sur la participation du secteur privé et/ou la prise de risque ou les concessions du secteur public dans le cadre des contrats de PPP. Les PPP intégreront des mesures visant à atténuer ces deux risques. Pour lutter contre les risques dérivant des normes sociales et des comportements actuels, des activités de sensibilisation seront mises en œuvre, en étroite collaboration avec les communautés ciblées, pour renforcer leurs capacités et garantir que les mesures d'incitation économique sont bien développées. Les risques fiduciaires sont importants et des mesures spéciales seront mises en place pour y répondre sur le plan de la gestion financière et de la passation des marchés.

## **V. Considérations d'ordre institutionnel**

### **A. Respect des politiques du FIDA**

37. La conception du programme est parfaitement cohérente avec toutes les stratégies et politiques pertinentes du FIDA, y compris le Cadre stratégique du FIDA 2011-2015; sa stratégie sur le changement climatique; ses procédures d'évaluation

environnementale et sociale; et ses politiques en matière de ciblage, d'égalité des sexes, de supervision et d'appui à l'exécution, d'environnement et de GRN. En outre, le programme est pleinement conforme aux objectifs de l'ASAP.

### **B. Alignement et harmonisation**

38. Le programme est parfaitement aligné sur le Programme de redressement économique 2012-2014 et le Programme de relance agricole 2012-2016. Il est cohérent avec les piliers du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine, avec l'ASAP et avec le programme d'options stratégiques du FIDA pour le Soudan axé sur les résultats, 2013-2018. Le programme est également coordonné avec les programmes de développement rural en cours et cohérent avec les initiatives pertinentes dans la région, comme le Programme de résilience à la sécheresse et de développement des moyens de subsistance durable coordonné par l'Autorité intergouvernementale pour le développement et financé par la Banque africaine de développement, la Banque mondiale et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

### **C. Innovations et reproduction à plus grande échelle**

39. Sur la base de la précédente approche axée sur le secteur public/la production, le programme introduit un certain nombre d'innovations: des investissements privés dans la filière par le biais d'une approche fondée sur des PPP en faveur des pauvres à une échelle adaptée au groupe cible; l'utilisation de groupes d'épargne et de crédit afin de faciliter la création d'entreprises productives; la gestion des pâturages par des structures communautaires; et l'extension des services bancaires et d'assurance à des prix abordables pour cibler les producteurs.
40. La conception du programme intègre et reproduit à plus grande échelle des activités élaborées dans le cadre du Projet d'amélioration de la production et de la commercialisation des produits de l'élevage financé par la Banque mondiale et dans le cadre de divers projets financés par le FIDA, tels que le Programme de gestion des ressources dans l'ouest du Soudan, le Projet intégré de développement rural du Butana et le Projet d'appui aux petites exploitations traditionnelles non irriguées dans l'État de Sennar. Parmi ces activités, figurent: la mise en place de cabinets vétérinaires privés; la délimitation des pistes à bétail avec la participation des parties prenantes; l'élaboration d'un cadre pour la gestion des pistes à bétail; l'introduction de techniques d'engraissement des jeunes animaux; la gestion communautaire des pâturages; des groupes d'épargne et de crédit; des services de finance rurale; et la promotion des micro-entreprises, en mettant l'accent sur les possibilités d'activités non liées à l'élevage.

### **D. Participation à l'élaboration des politiques**

41. Le programme vise à contribuer à la transformation de l'économie rurale en s'appuyant sur le développement du marché. En général, cela se traduit par une déréglementation et une transmission du pouvoir décisionnel commercial du niveau central aux organismes communautaires et commerciaux. Le programme élaborera des documents de réflexion politique sur: i) la simplification de la fiscalité de l'élevage; ii) l'introduction de la compartimentation des animaux, en transférant les questions de quarantaine au niveau des villages; iii) l'élaboration de modalités claires pour les modèles de PPP en faveur des pauvres qui garantissent la transparence; et iv) la privatisation de la production des vaccins. Pour ce qui concerne la GNR, le programme contribuera à la résolution des problèmes relatifs à la GRN, à la propriété de l'eau par les communautés, à la réglementation des pistes à bétail et à la résolution des conflits à cet égard, et aux dépenses liées à l'eau et au pâturage. Le programme appuiera également la préparation de la stratégie nationale d'adaptation du secteur de l'élevage.



## **VI. Instruments et pouvoirs juridiques**

42. Un accord de financement entre la République du Soudan et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti au pays bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
43. La République du Soudan est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA et du Fonds fiduciaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) du FIDA, agissant par l'entremise du FIDA en sa qualité de gestionnaire du Fonds fiduciaire de l'ASAP.
44. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA, aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA et aux règles régissant le Fonds fiduciaire de l'ASAP.

## **VII. Recommandation**

45. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Soudan, au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette, un don d'un montant équivalant à seize millions cinq cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (16 550 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République du Soudan, au titre du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne, un don d'un montant équivalant à quatre millions sept cent trente mille droits de tirage spéciaux (4 730 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

## **Negotiated financing agreement: "Livestock Marketing and Resilience Programme"**

(Negotiations concluded on 25 November 2014)

IFAD Grant Number: \_\_\_\_\_

ASAP Trust Grant Number: \_\_\_\_\_

Programme Title: Livestock Marketing and Resilience Programme ("the Programme")

The Republic of the Sudan (the "Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

The Adaptation for Smallholder Agriculture Programme Trust Fund ("the ASAP Trust")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

### **Preamble**

WHEREAS the Executive Board of the International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD"), at its 105<sup>th</sup> Session approved the establishment of an Adaptation for Smallholder Agriculture Programme Trust Fund ("the ASAP Trust");

WHEREAS IFAD has agreed to extend a grant to the Recipient for the purpose of financing the Programme, on the terms and conditions set forth in this Agreement;

WHEREAS, on the basis of the above and other considerations, the ASAP Trust has agreed to extend an ASAP Trust Grant to the Recipient for the purpose of increasing the financing in respect of the above referred Programme, on the terms and conditions set forth in this Agreement;

NOW THEREFORE, the parties hereto hereby agree as follows:

### **Section A**

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a Grant and the ASAP Trust shall provide a Trust Grant to the Recipient (collectively referred to as "the Financing"), which the Recipient shall use to implement the Programme in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

### **Section B**

1. A. The amount of the IFAD Grant is SDR 16 550 000.  
B. The amount of the ASAP Trust Grant is SDR 4 730 000.
2. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.
3. There shall be a Programme Account for the benefit of the Programme Management Unit in the Central Bank of Sudan or a bank acceptable to the Fund.
4. The Recipient shall provide counterpart financing for the Programme in the amount equivalent to approximately USD 9.5 million to finance salaries of government staff implementing Programme activities, and taxes and customs.

### **Section C**

1. The Lead Programme Agency shall be the Federal Ministry of Livestock, Fisheries and Rangelands.
2. The following are designated as additional Programme Parties: the participating State and Federal Ministries listed in Schedule 1.
3. The Programme Completion Date shall be the seventh anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

### **Section D**

The Financing will be administered and the Programme supervised by the Fund.

### **Section E**

1. The following is designated as an additional ground for suspension of this Agreement: The Programme Implementation Manual (PIM) referred to in paragraph 17, Section II of Schedule 1 hereto or any provision thereof has been waived, suspended, terminated, amended or materially modified without the prior agreement of the Fund.
2. The following is designated as an additional general condition precedent to withdrawal: the key staff members of the Programme Management Unit; including the programme director; the financial controller and the accountant shall have been recruited.
2. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Recipient:

Minister of Finance and National Economy  
P.O. Box 298  
Khartoum, Sudan

For the Fund:

The President  
International Fund for Agricultural Development  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italy

For the ASAP Trust Fund

President of the International Fund  
for Agricultural Development in its capacity as Trustee  
of the Adaptation for Smallholder Agriculture Programme Trust Fund  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated \_\_\_\_\_, has been prepared in the (English) language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and the Trust Fund and three (3) for the Recipient.

REPUBLIC OF THE SUDAN

\_\_\_\_\_  
Authorized Representative

DATE: \_\_\_\_\_

INTERNATIONAL FUND FOR  
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

\_\_\_\_\_  
Authorized Representative

DATE: \_\_\_\_\_

FOR THE ADAPTATION FOR SMALLHOLDER AGRICULTURE  
PROGRAMME TRUST FUND  
PRESIDENT OF THE INTERNATIONAL FUND  
FOR AGRICULTURE DEVELOPMENT IN ITS CAPACITY AS TRUSTEE  
OF THE ADAPTATION FOR SMALLHOLDER AGRICULTURE PROGRAMME  
TRUST FUND

\_\_\_\_\_  
Authorized Representative

DATE: \_\_\_\_\_

## Schedule 1

### *Programme Description and Implementation Arrangements*

#### I. Programme Description

1. **Programme Area** The Programme Area shall be concentrated on the heartland of the semi-arid livestock producing areas in five States, namely Blue Nile (Al-Damazin and Al-Tadamon), North Kordofan (Shaikan, Bara, Al-Rahad and Um-Rawaba), Sennar: (Abu Hugar, Al-Dali & Al-Mazmoum and Al-Suki), and West Kordofan (En-Nuhood, Al-Khewei, Abu Zabad, Al-Salam and Al-Sunut) and White Nile (Al-Gabalein and Al-Salaam). The portability and flexibility of the Programme approach and activities will permit a broadened mandate to other Localities and/or States if additional resources become available to the Programme.
2. **Target Population** The primary target group shall be composed of smallholder pastoral and agro-pastoral communities and households, women, including women headed households, rural youth, particularly unemployed youth, and young women, Small traders/agro-dealers/entrepreneurs as well as private sector for value chain and pro-poor public private partnership activities
3. **Programme Goal and Objective.** The overall goal of the Programme is increased food security, incomes and climate resilience for poor households in pastoralist communities. The development objective is increased earning opportunities and improved living conditions in livestock-based communities. The LMRP aims to lift 60,000 rural people sustainably out of poverty, improve asset ownership index to 100,000 households compared to baseline and increase climate resilience for 60,000 households.
4. **Programme Components and Outcomes:** The Programme shall have four main components, as follows.
  - (a) **Component 1 - Livestock business development.** This component shall improve value addition and market access for small-scale pastoralists and agropastoralists by addressing constraints on live animal, skins and hides, and red meat value chains:
    - (i) *Subcomponent 1.1 Community Livestock Productivity and Marketing.* The main expected outcome of this subcomponent is improved accessibility of services and technologies necessary to engage effectively in fattening young livestock. The sub-component will promote pro-poor livestock business development for at least 40,000 households through the delivery of services to households involved in the fattening of livestock in the following areas: (i) business management, business plans, loan applications, technology transfer, and skills improvements for productive improvement; (ii) access to appropriate inputs through establishment linkages to suppliers; (iii) access to markets and market information; (iv) establishment of contractual linkages among value chain stakeholders using forward contracts and contract farming; and (v) access to microfinance services (component 3) and to financial institutions providing small and medium enterprise services to individuals and producers' groups who have graduated from microfinance.

(ii) *Subcomponent 1.2 Livestock Value Chain Expansion using Pro-poor Public-Private Partnership (PPP) Business Models*, The main expected outcome of this subcomponent is enhanced efficiency and inclusiveness of value chains from primary producers to final customers of live animals, meat, and hides and skins. The sub-component will enhance the efficiency and inclusiveness of value chains from primary producers to final customers of live animals, meat, and hides and skins, to widen the possibilities for programme target groups to enter on the supply side. It will contribute technical assistance and "match-making" services for potential investors, including: (i) identification of viable investment areas along the value chains to be presented to potential domestic and foreign private investors; (ii) domestic and export market analysis and support; (iii) identification and facilitation of domestic and regional sources of investment finance for enterprises along the value chains; (iv) feasibility studies for potential investments; and (v) engagement with the Government to obtain the best possible incentives. The sub-component will result in signing of PPP deals, satisfactory to the fund, between the government, potential investors, and potential PPP partners.

**(b) Component 2 - Community-led natural resources management (NRM) and enhanced adaptive capacities.** The Programme will support a community-led visioning process to prioritize NRM investments for building the sustainability of the livestock system:

(i) *Subcomponent 2.1 Community-led NRM*, The main expected outcome of this subcomponent is community-based natural resource management and remediation to reduce the vulnerability of settled and nomadic pastoralists. The sub-component will support measures to install response systems and innovative solutions for climate risk mitigation, benefiting about 50,000 direct beneficiaries. It will promote community-based NRM to reduce the vulnerability of settled and nomadic pastoralists (i) by establishing 300 community adaptive plans incorporating the needs and priorities of poor women and men in all target villages; and (ii) by investing in more productive/improved rangelands and reduced resource-based conflict, through rainwater harvesting, rangeland rehabilitation, the eradication of invasive species, water points, stock route restoration and dispute mediation.

(ii) *Subcomponent 2.2 Climate Change Resilience and Policy Facilitation*, The main expected outcome of this subcomponent is response systems and innovative solutions for climate risk mitigation. The sub-component will support, for the benefit of pastoralists, agro-pastoralists and decision makers, the establishment of information and response systems to increase the resilience of natural resource users to shocks, benefiting about 10,000 direct beneficiaries. It will also support the development of a national sectoral adaptation strategy for the livestock sector and will facilitate activities for discussing policies and arrangements that can reduce conflicts.

**(c) Component 3 - Rural enterprise and social development.** The Programme will promote the scaling up of viable business plans through further technical support and access to affordable loans from microfinance institutions:

(i) *Subcomponent 3.1, Livelihood Diversification*, The main expected outcome of this subcomponent is diversification of livelihoods achieved through community level income generation activities and businesses, benefiting about 100,000 direct beneficiaries. It will provide mobilization and support to savings and credit groups, which will accumulate capital and invest in individual and group value addition and service microenterprises. These groups will be established and capacitated with intensive advice and support. Demonstrations and technical training will encourage diversification away from traditional livestock keeping and the unsustainable use of natural resources.

(ii) *Subcomponent 3.2, Sustainable Access to External Finance*, The main expected outcome of this subcomponent is access to sustainable formal financial services by target group, benefiting about 60,000 direct beneficiaries. The subcomponent will strengthen the rural finance delivery structure by developing and expanding the successful models. In addition to formal microfinance services, the component will support larger private and community-owned productive and service enterprises. Expected outcomes will be (i) diversification of livelihoods based on community-level income-generating activities and businesses; and (ii) access to sustainable formal financial services.

**(d) Component 4: Program Management, Monitoring and Evaluation.** The outcome of this Component shall be that the Programme is efficiently and effectively managed to achieve Programme results with knowledge management in the areas relevant to the programme interventions; such as pro-poor public private interventions, climate change, natural resources management and conflict resolution. The Component will have three outputs namely: (i) establish Programme management and coordination structure and mechanisms; e.g. Programme Management Unit (PMU), five State Implementation Units (SIU's), Programme Steering Committee (PSC), etc; (ii) systematise the financial management, audit and procurement procedures; and (iii) establish Monitoring and Evaluation (M&E) and Knowledge Management (KM) systems.

## II. Implementation arrangements

1. **Governance of the Programme.** The membership of the Programme governing bodies will be right sized to reflect the participation of the key stakeholders in its implementation. The composition and operation of the governing bodies will be detailed in the Programme Implementation Manual (PIM).
2. **Inter-Ministerial Committee (IMC).** Its role and functions will primarily be to review and approve policy recommendations emanating from the Programme Steering Committee pertaining to Programme activities, especially those related to PPP, climate change, natural resources management, land use and to policy issues inhibiting involvement of private sector in value chain development and investment in the livestock related value chains addressed by the Programme. The Federal Minister of Agriculture and Irrigation or his representative will chair this committee; the membership in this committee will include the representative of the Ministry of Finance and National Economy (MoFNE), Ministry of Livestock, Fisheries and Rangelands (MoLFR), Ministry of Environment, Forests and Physical Development, Ministry of Electricity and Water

Resources, the State Ministries responsible for livestock and agriculture and, where IFAD co-financed Projects/Programmes are on-going, the Central Coordination Unit (CCU) for IFAD co-financed Projects/Programmes. The chairperson of the committee may invite any other party in function of the policy issue under discussion. The committee will meet at least twice a year.

3. **Programme Steering Committee (PSC).** The PSC will orient the strategy of the Programme, oversee planning, review progress and impact and ensure linkages with related projects, government services and relevant value chains stakeholders. The PSC will meet every quarter and will comprise: the Under Secretary of MoLFR as Chairperson; the Under Secretary of Ministry of Agriculture and Irrigation; the Under Secretary of the Ministry of Environment, Forests and Physical Development, the Under Secretary of Ministry of Finance and National Economy or his delegate; a representative of the CCU the Director-Generals of State ministries in charge of livestock in Blue Nile, North Kordofan, Sennar, West Kordofan and White Nile States; a representative of the Sudan Veterinary Council; and the Secretary General of the Pastoralists Union, as well as such other members as the Under Secretary of MoLFR may designate from time to time. Members representing the private value chains stakeholders and partnering financial institutions will also be identified.

4. The main responsibilities of the PSC shall include: (i) overseeing implementation; (ii) setting overall policy guidelines and directions for implementation; (iii) ensuring support from all stakeholders and relevant constituencies; (iv) approving the AWPB; (v) approving amendments to the Programme Implementation Manual (PIM) in consultation with IFAD; (vi) reviewing and approving progress reports prepared by the PMU and supervising the preparation of the mid-term review report and the implementation completion report; (vii) approving and requesting reallocations between, and within, expenditure categories; (viii) approving and endorsing annual audit reports; (ix) closely monitoring progress including procurement and financial management performance, and achievement of Programme development objective; and (x) ensuring the organization of independent evaluations of the Programme's outcome and impact, including the preparation of the mid-term review report and the Programme implementation completion report.

5. **State Steering Committees (SSCs).** In each of the States there will be a State Steering Committee (SSC). The SSC will be responsible for facilitating Programme implementation and ensuring that impediments to the implementation of Programme activities are eliminated, as well as reviewing progress. Secretariat services to the SSC will be provided by the corresponding State Implementation Unit (SIU). Each of the SSC will be formed by a decree by the State Minister in charge of livestock in the respective state. The membership of the each of the SSC's will be open to representatives from the State Ministry in charge of livestock, the Forestry National Corporation, the Livestock Research Corporation, the Agriculture Research Corporation, the Executive Directors of the localities, the Women's Union, the Pastoralists' Union, the Farmers' Union, the State Ministry of Physical Planning and Public Works, the Women State Advisory Commission, the Agriculture Committee in the Legislative Council, the Zakat Fund, the banks, etc. The composition of the SCC's may be adjusted by agreement between the Fund and the Recipient. The SCC will meet bi-annually. The General Director of the respective State ministry in charge of livestock will chair the SSC. The meeting agenda and minutes will be prepared by the State Coordinators, approved by the Programme director.



6. **Programme Management Unit (PMU).** The PMU, located at Kosti or any other place within the Programme Area, will report to the PSC and the federal government. It will act as the technical secretariat of the Programme. The PMU will comprise: (i) Programme Director; (ii) Senior Livestock Business Development Manager (SLBDM), responsible for Component 1 and overall field implementation; (iii) Natural Resources & Adaptation Manager (NRAM), responsible for Component 2; (iv) Group & Enterprise Development Manager (GEDM), responsible for Component 3; (v) Financial Controller (FC); (vi) a Senior Accountant; (vii) two Knowledge Management/M&E Officers (East and West, KM/M&Es); (viii) Logistics/Procurement Officer; (ix) Administration Officer; and (x) two Secretaries, all recruited competitively on fixed-term contracts, as well as required support staff. The PMU will rent necessary office space in Kosti and will have financial and administrative autonomy.

7. The PMU shall: (i) facilitate preparation and consolidation of AWPBs and obtain approval from PSC and no objection from IFAD; (ii) manage the Programme Designated Account and counterpart Programme Account, including all related financial transactions and disbursement of funds; (iii) oversee all procurement and financial management activities and ensure that all the procurement and contracting arrangements are executed using appropriate guidelines; (iv) provide timely quarterly progress reports of all Programme activities to the PSC; (v) organize the baseline and reference surveys and other studies; (vi) ensure technical quality of Programme activities; (vii) coordinate and supervise the work of the providers of international TA; (viii) ensure requirements with respect to targeting of the IFAD target group are met; (ix) ensure reporting and Monitoring and Evaluation of Programme performance and RIMS; (x) provide support to SIUs; (xi) maintain Programme accounts and be responsible for Programme financial reporting; (xii) safeguard Programme funds and assets; and (xiii) ensure Programme sensitisation, planning and coordination with relevant implementation partners.

8. The PMU will be supported by the Central Coordination Unit (CCU) for IFAD Funded Projects with procurement under competitive bidding procedures and liaison with MoFNE, MoLFR and IFAD.

9. The composition of the PCU will be detailed in the Programme Implementation Manual.

10. **Component-wise implementation.** The role of each participating agency is summarized below and shall be further detailed in the Programme Implementation Manual.

**(a) Component 1.**

**(i) Livestock Advisory Teams** The mobile advisory services will be developed by Livestock Advisory Teams (LATs). Each LAT will consist of (i) Livestock Husbandry Specialist; (ii) Veterinarian; and (iii) Livestock Business Specialist. The Livestock Husbandry Specialist and the Veterinarian will be seconded from within the structure of the state ministries and the Livestock Business Specialist will be hired from a service provider. The LATs will gradually be trained and based at the SIU. The LAT specialists will be hired on a competitive basis and offered a performance-based contract.

**(ii) PPP Unit and PPP investment Committee (PPPIC)** The PPP arrangements shall be managed by a recognised international/regional

consulting firm/consortium with solid experience of implementing PPPs in other countries, to be hired through a competitive process and mandated to implement the PPP activities. A special PPP Unit (PPPU) will be established in Khartoum by this firm and reporting to the Programme management structure. The selection of individual investments and PPPs will be done by a PPP Investment Committee (PPPIC) composed of selected stakeholders along the subject VCs (live animals, red meat, and skin and hides) and opted advisors (researchers, university professors, audit firms, representatives from similar enterprises) as required. The details and organizational arrangements of the committee will be clearly spelled out in the PPP Implementation Manual, including: composition of the committee members, governance and administration, frequency of meetings, voting procedures, evaluation and review process of the business plans, record keeping, job descriptions and monitoring of contractual obligations between parties and LMRP impact along the VCs.

The PPPU will include at least a Transaction Manager (TM), Transaction Specialist (TS), and legal specialist and will include other technical expertise as needed. The TM will be responsible for undertaking/coordination of: (i) prepare the promotional material of the PPP possibilities; (ii) call for expression of interest, due diligence of the expression of interest and present these to the PPPIC; (iii) through a competitive process engage service providers to undertake: feasibility studies, business plans, market analysis, implementation of standards, capacity building of workers at the processing facilities and formulation of PPP contractual modalities; (iv) preparation of investment summaries of investment proposal for the subsequent approval/rejection by the PPPIC; and (v) prepare policy papers and through the programme director, engage in policy dialogue with the Government. The TS will be responsible for supporting activities related to small PPPs in a similar fashion as described under the MT responsibilities. The PPPU will also provide relevant PPP and business training and support to the LAT.

**(b) Component 2.**

**(i) Sub-Component 2.1**

For the implementation of Component 2, the five Natural Resources and Adaptation Specialist, based in each of the five State Implementation Units, will lead the NR work at the State-level Development & Adaptation Teams (SDATs), which will include appointed specialists from the State administration in the fields of rangeland/pastures, forestry, agriculture, water, and gender & social welfare. The SDATs will have the following tasks: (i) guide and oversee the production of the Community Action Plans (CAPs); (ii) facilitate the participatory selection of priority investments with the VDCs; and (iii) deliver tailor-made community training and capacity building programmes to enable the beneficiaries to design and implement the planned activities, including facilitating access to financial services for the implementation of the CAP priority investments.

For the preparation of the CAPs, the Programme shall contract technical assistance (TA) to: (i) lead the production of the baseline, including

vulnerability assessment at the cluster level; (ii) undertake participatory mapping of the natural resource base of rural communities, identify risk, hot spots and investment gaps to inform the preparation of each CAP; (iii) support the SDATs in the delivery of technical training; (iv) provide backstopping and technical support for the assessment and implementation of the CAPs; and (v) ensure that climate change adaptation and vulnerability reduction are solidly embedded in the plans and priority investments. The TA will be made available through service providers (NGOs, CBOs, partner organisations, etc) who will make sure that the CAPs are produced and finalised within the first 12 months of implementation.

The procurement of these service providers shall be done based on specific terms of reference and include expertise on: (i) climate change modelling; (ii) socio-economic development; (iii) management of land and water resources, including traditional knowledge and innovation; (iv) ecosystem-based NRM and restoration; (v) economic valuation of NR goods and services; and (vi) renewable energy. These service providers will be procured based on the conditions within the different states, and should undertake the development of the CAPs in a participatory manner, including within the exercise the local representatives of the different administrations in an effort to build their capacities and make them able to later support the communities and build their adaptive planning capacity to repeat these exercises whenever necessary.

The beneficiaries in each village cluster shall be in charge of implementing the Programme investments on improved management and restoration of rangelands including fencing, creation/restoration of water points, diversification of cropping systems including tree planting and fodder production, eradication of invasive species and development of local businesses based on non-timber forest products (NTFP), water provision, renewable energy and related activities. The SDATs and TA will provide the necessary assistance and support to ensure effective implementation of the Programme investments at the village cluster level. In order to promote the sustainability of the work undertaken in this Sub-Component, communities will be coached through Component 3 of LMRP to access financial services in order to establish businesses, including through Pro-poor Public Private Partnerships (PPPs) that ensure the return on investment. Some of these investments could include: drinking water filtration, energy provision through alternative sources (such as piloting of the IFAD experience on portable biogas), establishment of Integrated Service Centres for fodder and water along the pasture routes, among others.

With respect to the completion of the stock route network, TA will be provided to support the five states in undertaking GIS mapping and demarcation of the stock routes as well as legalisation. At Programme start-up, criteria will be developed, in coordination with the state authorities, to decide on the exact stock routes to be worked on and building on the outcome and experience of other projects. The SIU will facilitate the organisation of consultation workshops at the state level for state decisions

makers and leaders of the main land uses and promoting consensus on the management plans of livestock routes.

**(ii) Sub-Component 2.2**

For Sub-Component 2.2, the Programme shall contract an international provider of TA to develop the Drought Monitoring, Preparedness & Early Response System (DMPERS) and deliver the necessary training for its management and maintenance. The DMPERS will be hosted within the Ministry of Livestock, Fisheries and Rangelands. At inception phase of the Programme, the LMRP will agree with the Ministry on the most appropriate arrangement for the outsourcing of the DMPERS management and hosting to a private operator (through PPP arrangements), which will guarantee the sustainability of the system by taking over its management– including update, maintenance and the transfer of data and information to the final users – upon the payment of a nominal fee.

The DMPERS will also support the Ministry and its various Administrations in terms of monitoring and predicting seasonal trends and changes of resource availability, drought-related risks (for example, risk of livestock diseases) and marketing information to enable the development of preparedness and response strategies and plans at the central and state levels, involving all the concerned branches of the administration and other stakeholders (livestock and farmers associations, representatives of local communities, NGOs). The DMPERS will build on the databases and information networks already available at the Ministry, and will link with the marketing and extension information system to be developed within Component 1.

The Natural Resources & Adaptation Manager (NRAM) will play a pivotal role in supporting Ministry in the production of the National Sectoral Adaptation Strategy for the Livestock Sector, ensuring coordination with the relevant government agencies, both at central and state levels while working closely with the Ministry of Environment. TA will be procured for the preparation of the strategy

The NRAM and NRASs will support the State authorities in the design, organisation and implementation of the State-level workshops for facilitating land dispute settlement, including user and access rights. The Programme will also appoint professional, neutral facilitators to run the workshops.

**(c) Component 3.**

**(i) Sub-Component 3.1**

Sub-Component 3.1 will be implemented by the Programme team consisting of: (i) Group & Enterprise Development Manager (GEDM) at the PMU; (ii) five Group & Enterprise Development Specialists (GEDSs) based in the five SIUs; and (iii) 32 Group & Enterprise Development Officers (GEDOs) deployed in 16 counterpart Locality Group & Enterprise Development Teams. The GEDM and the GEDS will be trained in SCG concept and implementation methodology through the services of the IFAD-supported Western Sudan Resources Management Programme (WSRMP) which has successfully piloted

and implemented the SCG approach. The process will be further supported through the engagement of external service providers, including international advisory services, for development of the community development manual and the management, monitoring and reporting systems. The SCG training manual of the Western Sudan Resources Management Programme (WSRMP) will serve as the foundation of the community development manual which will be updated with WSRMP experiences and additional details to address LMRP requirements. This manual will be the basis of standardised training and capacity building of the locality-level GEDOs by the GEDM, GEDS and service providers. The trained GEDOs will be responsible for community mobilisation, SCG formation and enterprise development according to the guidelines in the manual.

Service providers will be engaged by the Programme for: (i) mapping of various alternative livelihood clusters; (ii) development of the microenterprise guidebook, model business plans, and training materials; and (iii) development of suitable financing products and delivery methodology by partner banks. The GEDM and GEDS will participate closely in the above process. The manuals and training materials thus developed will be used by GEDM, GEDS and the service providers for training the GEDOs and partner bank credit officers on alternative livelihood promotional and adoption strategies, demonstration arrangements and other implementation mechanisms. The demonstrations of alternative livelihood projects will be financed through partner banks/financial institutions.

The trained GEDOs will be responsible for the implementation of this Sub-Component at the locality level. The GEDOs will have access to a Programme vehicle with a driver for spending up to 15 field days per GEDO per month. The State level GEDS will be responsible for full training and guidance of the GEDOs, their technical supervision and oversight of implementation and reporting quality. They will also monitor the GEDO field days.

**(ii) Sub-Component 3.2**

Sub-Component 3.2 shall be implemented through the partner financial institutions adopting the Agricultural Bank of Sudan Microfinance Initiative (ABSUMI) model. A memorandum of understanding (MoU) will be signed with each of these partner organizations. The ABSUMI branches in the Programme areas will be strengthened and their capacity enhanced to serve the requirements of the Programme. In addition, based on requirements, up to eight new rural units/branches based on the ABSUMI model will be established to increase rural finance outreach in the Programme area. The ABSUMI units will deliver external financial services in the Programme area through their own credit officers following a predominantly women's group lending approach. This will involve delivering services to groups formed directly by the credit officers or through SCGs formed under the Programme and other programmes in the operating area of the ABSUMI units.

The rural units will be financed through the partner bank, such as the Agricultural Bank of Sudan and other apex financial institutions such as the Sudanese Microfinance Development Company (SMDC) and the Microfinance

Unit of the Central Bank of Sudan (CBS-MFU). If needed, the ABSUMI model rural units will serve as conduits for commercial bank financing for upscaling the livestock fattening activities at the community level.

The implementation of the external financing activities under the Programme will be driven through a contract between the Programme, apex financing institutions (including commercial banks where relevant) and the partner bank implementing the ABSUMI model. In this agreement, the LMRP commitment will be mainly to finance the infrastructure, TA and operational cost gaps. The apex financial institutions and the commercial banks commitment will be to portfolio financing and TA, and the partner banks commitment will be to finance portfolio requirements and the cost of operations.

**(d) Component 4.** The implementation and coordination of the Programme will be led by the PMU and SIUs with the assistance of the different line ministries as mentioned above. The PMU with SIUs support will be responsible as well for the Monitoring and Evaluation and the fiduciary aspects of the Programme.

11. **Programme Planning.** At inception, the PMU shall review and update the Programme's Logical Framework during start-up workshops with the participation of representatives from all stakeholder groups, prepare the Overall Work Plan & Budget and fine-tune the first Annual Work Plan & Budget (AWPB). Thereafter, the PMU will prepare each year a consolidated AWPB incorporating the five State AWPBs generated by SIUs for review and approval by the PSC, to be submitted in advance of the GoS annual budgeting process to ensure that sufficient counterpart funds are made available. In accordance with section 7.01(b) of the General Conditions each AWPB will have to receive IFAD no objection.

Programme decision-making will be founded on a unified PMU/SIU Management Information System (MIS) capturing data, generating reports and informing management decisions. The views and priorities of beneficiaries will be determined in Community Action Plans and through interaction with economic interest groups and community structures. These planning functions will be the responsibility of the Programme Director and five State Coordinators, with the main burden of data analysis, reporting, monitoring and evaluation shared by the two PMU KM/M&E Officers. Beneficiaries will be drawn in to participatory planning and M&E processes. Studies will be commissioned to investigate topics selected by stakeholders, concentrating on problem solving, results and outcomes, and on evidence gathering for policy analysis and dialogue. Existing GoS M&E systems, including the capacity established by ILPMP, form the backbone of the M&E system. The Programme will support the development of the concerned structures to underpin the overall functioning both of LMRP and of future interventions in the rural economic sector.

Each SIU will monitor progress in its intervention zone within the standardised LMRP M&E framework and agreed set of indicators. The PMU will be responsible for consolidating the *Quarterly Summary Progress Reports* generated by each SIU using a standard format preceded by a checklist of outstanding issues, if any, and actions taken. An illustrated full *Annual Progress Report* will be compiled by the KM/M&E Officers. Template will be included in the PIM.

Alongside the AWPB cycle, a comprehensive *Mid-Term Review* will be conducted in PY4 to reassess the LMRP design in the light of implementation experience. The reviewers may propose adjustments to the approach, activities and/or implementation arrangements for the remaining life of LMRP and suggest revisions to Programme scope, objectives, components, Logical Framework, M&E Plan, cost tables and the PIM.

Towards the end of LMRP implementation, the PMU will prepare a comprehensive *Programme Completion Report (PCR)*, to summarise achievements set against design intentions and assess overall impact and prospects for sustainability of gains in the economic and social resilience of the target population. The PCR process will feature a validation workshop to provide an opportunity for stakeholders themselves to evaluate performance, to promote accountability, to identify and elaborate upon factors that will improve sustainability and to lay out key success factors and shortcomings.

12. **Monitoring and evaluation (M&E).** A Programme M&E framework will provide information on implementation progress and constant feedback into the MIS for decision-making, identifying any problem areas, evaluate the performance of implementing agencies and assess achievements at the levels of outcomes and impact. All M&E data will be disaggregated by gender, age and Locality.

A thorough *Baseline Survey* shall be conducted by a qualified service provider in a representative sample of communities within the targeted Localities. The research will concentrate on benchmarking those aspects in which LMRP is intended to make a difference. Interim *Post-Implementation Evaluation* studies will be carried out by a contracted independent body under the overall responsibility of the State cadres on the completion of selected clusters of group and community interventions, concentrated on the satisfaction of beneficiaries and the number of women and youth with increased access to assets, incomes or services resulting from enterprise developments. A substantial *Final Impact Evaluation* will be commissioned from an independent service provider at the end of implementation, mirroring the scope and methodology of the *Baseline Study* to the extent possible, to detect changes in selected indicators and to attempt to attribute observed changes to Programme interventions and/or to other factors.

13. **Programme Implementation Manual (PIM).** The PMU will develop a draft PIM covering all aspects of implementation, management structure, staff terms of reference, etc., which will be submitted to the PSC for review and approval. Once approved, the PMU will submit the PIM to the Fund for no objection. The PSC will adopt the PIM substantially in the form approved by the Fund.

**Schedule 2**  
*Allocation Table*

1. *Allocation of Financing Proceeds.* The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Financing and the allocation of the amounts of the Financing to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	IFAD Grant Amount Allocated (SDR)	ASAP Grant Amount Allocated (SDR)	Percentage of eligible expenditures to be financed (All amounts net of taxes, government contribution and other cofinanciers)
I. Works & Vehicles	1 410 000	-	100%
II. Equipment & Materials	1 340 000	10 000	100%
III. Goods, Services, & Inputs	1 380 000	10 000	100%
IV. Consultancies	2 410 000	120 000	100%
V. Grants	-	2 860 000	100%
VI. Training, Workshops & Meetings	2 470 000	70 000	100%
VII. Salaries & Allowances	4 520 000	1 080 000	100%
VIII. Operating Costs	1 360 000	110 000	100%
Unallocated	1 660 000	470 000	
<b>Total</b>	<b>16 550 000</b>	<b>4 730 000</b>	

2. *Start-up Costs:* The Recipient may request an advance withdrawal up to a maximum limit equivalent to USD 325 000 for start-up costs, to cover: (i) the recruitment of key financial personnel, the purchase and installation of appropriate accounting software, preparation of the financial management section of the Programme Implementation Manual and financial management training of the accounting staff



(USD 150 000); (ii) recruitment of a procurement consultant (USD 25 000); and (iii) key staff costs needed ahead of the first disbursement (USD 150 000).

### **Schedule 3**

#### *Special Covenants*

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Recipient to request withdrawals from the IFAD Grant Account and the ASAP Trust Grant Account if the Recipient has defaulted in the performance of the covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Programme:

1. The Recipient agrees that Programme implementation shall be focused on livestock value chains development, smallholder groups commercial fattening, and development of public private partnership for enhancement of the value chains.

## Logical framework

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions (A) / Risks (R)
<b>Programme Goal</b>			
<i>Increased food security, incomes and climate resilience for poor households in pastoralist communities.</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 25% reduction in child malnutrition compared to baseline (RIMS).</li> <li>• 60,000 rural people sustainably moved out of poverty.</li> <li>• 100,000 households have an improved asset ownership index compared to baseline (RIMS).</li> <li>• 60,000 households have increased climate resilience (ASAP).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• RIMS baseline and impact surveys.</li> <li>• UNICEF/WFP periodic surveys.</li> <li>• Government statistics.</li> </ul>	
<b>Programme Development Objective</b>			
<i>Increased earning opportunities and improved living conditions in livestock-based communities.</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Average incomes of rural poor households engaged in livestock value chains increase by 50% at Programme completion.</li> <li>• 20% of HH participating actively in commercial farming by PY5.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• RIMS, baseline survey, mid-term and completion assessments.</li> <li>• MoLFR surveys and reports.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• GoS retreat from its pro-poor policies focused on reducing income disparities. (R)</li> <li>• Significant civil unrest in the Programme area. (R)</li> </ul>
<b>Component 1: Livestock business development</b>			
<p><b>Outcome 1.1:</b> Accessibility of services and technologies necessary to engage effectively in fattening young livestock. <i>Beneficiaries:</i> <i>direct 40,320</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Over 40,320 beneficiary households report more than 50% income increase from livestock sector;</li> <li>• 85% of beneficiary farmers adopt project-recommended livestock technologies.</li> <li>• Livestock groups capacitated with technical and marketing skills (1,345).</li> <li>• Fattened animals produced by schemes (1.3 million animals recurrent from Y6).</li> <li>• 20% of trained private veterinarians and para-veterinarians develop a sustainable business model.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Trade statistics.</li> <li>• M&amp;E reports.</li> <li>• Contracts and MoUs between enterprises, financiers and GoS.</li> <li>• ICT service provider.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Availability of commercial credit for fattening schemes. (A)</li> </ul>
<p><b>Outcome 1.2:</b> Enhanced efficiency and inclusiveness of value chains from primary producers to final customers of live animals, meat, and hides and skins. <i>Beneficiaries:</i> <i>direct 1,220</i> <i>indirect 103.500</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Value of PPPP investments mobilized by PPP Unit USD 36.8 million).</li> <li>• Export volume of live animals from direct effect 0.5 million and indirect 0.2 million.</li> <li>• Export of slaughtered animals (direct effect 0.75 million and indirect effect 0.87 million).</li> <li>• 3.6 million improved quality of skins and hides to market specifications.</li> <li>• Volume of tannery products exported and used domestically.</li> <li>• Improved policy framework for investment in livestock sector.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• PPPP reports.</li> <li>• Market information.</li> <li>• Throughput of primary marketing channels.</li> <li>• Policy/legislative documents and strategies</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Reluctance of private sector and development partners to invest on demand side. (R)</li> </ul>

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions (A) / Risks (R)
<b>Component 2: Community-led NRM and enhanced adaptive capacities.</b>			
<p><b>Outcome 2.1:</b> Community-based natural resource management and remediation to reduce the vulnerability of settled and nomadic pastoralists.</p> <p><i>Beneficiaries:</i>  <i>direct 50,000</i>  <i>indirect 80,000</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 25% increase in rangeland productivity in target areas. (ASAP)</li> <li>• 334,000 ha of rangelands under climate-resilient management practices in five target States.(ASAP)</li> <li>• 300 community groups engaged in climate risk management planning (ASAP)</li> <li>• 100,000 households access pasture and water resources.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Federal and State level statistics and inventories.</li> <li>• Baseline reports and rangeland productivity records.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Key concerned stakeholders have the capacity to plan, design and implement required adaptation measures. (A)</li> <li>• Poor maintenance of investments and governance conflicts result in reduced benefits to herders and farmers. (R)</li> </ul>
<p><b>Outcome 2.2:</b> Response systems and innovative solutions for climate risk mitigation.</p> <p><i>Beneficiaries:</i>  <i>direct 10,000</i>  <i>indirect 40,000</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Drought Monitoring, Preparedness &amp; Early Response System (DMPERS) is effective and sustainable to increase ability of communities to manage risks (ASAP)</li> <li>• Disputes between nomadic, settled communities and semi-mechanized farming sector regarding access to natural resources reduced.</li> <li>• Project contributes to national dialogue on climate issues (ASAP)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• National and State level statistics and inventories.</li> <li>• Policy documents and strategies.</li> <li>• MoU between federal and State authorities for management of DMPERS.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• All key public and private stakeholders are willing to engage in development and implementation of measures for vulnerability reduction. (A)</li> <li>• DMPERS embedded and budgeted properly in Government services. (A)</li> </ul>
<b>Component 3: Rural enterprise and social development.</b>			
<p><b>Outcome 3.1:</b> Diversification of livelihoods achieved through community level income generation activities and businesses.</p> <p><i>Beneficiaries:</i>  <i>direct 100,000</i>  <i>indirect 20,000</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 5,000 SCGs formed and capacitated with technical and business skills.</li> <li>• New income generation activities demonstrated and adopted.</li> <li>• Incremental income of HH from microenterprises.</li> <li>• Investment capital accumulated.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• HH income surveys.</li> <li>• Beneficiary testimony.</li> <li>• Programme reports.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lack of support from men and/or local leaders for women groups. (R)</li> <li>• Limited rural business opportunities because of lack of local purchasing power. (R)</li> </ul>
<p><b>Outcome 3.2:</b> Access to sustainable formal financial services by target group.</p> <p><i>Beneficiaries:</i>  <i>direct 60,000</i>  <i>indirect 10,000</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 50,000 households linked to formal banking services.</li> <li>• Portfolio and client outreach of ABSUMI to target HH (portfolio USD 8 million; target 40,000).</li> <li>• Sustainability of the rural finance units achieved (half of the rural finance units reporting operational self-sustainability (OSS) of more than 100% by the programme closure).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• ABSUMI model reports generated by ABS/other partner banks.</li> <li>• Supervision reports of the Central Bank MFU.</li> <li>• Monitoring reports of ABSUMI financing partners.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Willingness of commercial banks to invest in livestock and other rural activities (A)</li> </ul>